24 février 1969

Allocution devant la communauté juive

Je tiens à dire d'abord quelques mots dans ma langue maternelle, ne serait-ce que pour souligner une évolution heureuse et, à mon sens, trop mal connue: je veux parler de la proportion croissante des Juifs qui parlent couramment les deux langues officielles de notre pays et aussi du nombre de plus en plus considérable des Juifs d'expression française qui habitent le Québec.

Pendant longtemps, nous avons pris pour acquis, nous les Canadiens français, que les Juifs étaient partie intégrante de la communauté anglophone. Nous avons même contribué, par notre système scolaire, à faire en sorte que leurs enfants doivent presque fatalement fréquenter les écoles anglaises.

Mais il faut croire que leur attachement à la culture française et leur désir de participer davantage à tous les aspects de la vie québécoise ont été plus forts que les structures puisque, selon des chiffres qui m'ont été signalés dernièrement, ils sont, de toutes nos minorités ethniques, celle qui compte le plus fort pourcentage de personnes bilingues.

A vrai dire, l'élite juive a toujours manifesté, au Québec comme en bien d'autres parties du monde, un goût marqué pour la langue et la culture françaises. Cet intérêt devait naturellement s'amplifier chez nous avec l'arrivée récente d'un nombre considérable de Juifs francophones venus de divers pays d'Europe, d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient. On me dit qu'il y a présentement à Montréal dix mille Juifs dont la langue principale est le français; à quoi s'ajoutent des dizaines de milliers d'autres qui parlent couramment cette langue.

J'espère que le mouvement ne pourra que se généraliser au cours des années qui viennent. J'ajoute que je n'éprouve pas la moindre gêne à formuler ce souhait en présence de mon ami, monsieur Robarts. N'est-il pas le Premier ministre de la deuxième province française du Canada ? En dehors du Québec, c'est sans doute au Nouveau-Brunswick que l'on trouve la plus forte proportion de citoyens francophones; mais c'est en Ontario qu'ils forment le groupe le plus nombreux en chiffres absolus. Au risque d'en surprendre quelques-uns, je dirai même qu'après Montréal et Québec, c'est Toronto qui, avec ses 80, 000 citoyens francophones, est la plus grande ville française de notre pays.

Tout cela, M. Robarts le sait depuis longtemps. Et de même qu'il a été le premier à convoquer une conférence constitutionnelle dont toutes les phases, à partir du premier document de travail jusqu'au rapport final, ont fait une place strictement égale aux deux langues officielles du Canada, M. Robarts a voulu être aussi à l'avant-garde en ce qui concerne les avantages offerts à la minorité française, notamment en matière d'éducation.

Je suis heureux de lui en rendre le témoignage et de lui dire que le Québec a pour lui beaucoup d'admiration, une vive reconnaissance et, mieux encore, une profonde amitié.

Donc, je suis bien certain que vous ne m'en voudrez pas, monsieur Robarts, si j'invite la communauté juive du Québec et même du Canada tout entier à s'intéresser toujours davantage à la langue et à la culture françaises.

Pourquoi cette invitation ? Pour deux raisons principales, qui valent d'ailleurs pour tous les groupes ethniques.

D'abord, parce que le français est, et restera sans aucun doute, la langue de l'immense majorité des Québécois. On entend dire parfois que la culture française serait appelée à régresser, puis à disparaître au Canada. N'en croyez rien. On répète ces prédictions pessimistes depuis plus de deux siècles et jamais elles n'ont été plus loin de se réaliser. Les historiens nous disent qu'au moment de la Confédération, la population de Montréal était en majorité anglophone. Aujourd'hui, elle est francophone dans une proportion de 67 pour cent. Je me souviens très bien d'une époque où il était pratiquement impossible de se faire comprendre en français à l'ouest du boulevard St-Laurent. Les choses ont bien changé depuis. Elles ont changé aussi dans la ville de Québec qui, en 1867, comptait 40 % d'anglophones. Aujourd'hui, cette ville est à 95 % francophone.

Nous n'étions qu'un million de Canadiens français dans tout le pays il y a un siècle. Aujourd'hui, nous sommes tout de même six millions, dont plus de 90 % sont groupés dans le Québec et dans les régions périphériques de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Je ne sache pas que notre vouloir-vivre collectif soit à la baisse, ni la qualité de notre français, ni la valeur de notre production littéraire et artistique. Tout cela, au contraire, s'affirme avec une vigueur sans précédent.

S'il arrive que des problèmes nouveaux se posent à nous, nous disposons par contre, pour les résoudre, de moyens que n'avaient pas nos pères: une éducation beaucoup plus poussée, des réseaux français de radio et de télévision, du cinéma français, un ministère québécois de l'Immigration, un ministère des Affaires culturelles et des relations beaucoup plus étroites avec la France et les autres pays francophones.

N'allez pas croire que ce soit pour des motifs de gloriole ou pour le douteux plaisir de faire la nique à Ottawa que nous tenons à multiplier ainsi nos rapports et nos échanges avec la francophonie. Il s'agit pour nous d'une nécessité vitale. Car malgré les progrès dont j'ai parlé tantôt, il est bien entendu que la langue et la culture françaises ont encore besoin, en Amérique du Nord, d'une protection spéciale. Les leçons du passé, et les attitudes présentes de ceux qui croient apercevoir des complots et du croisillonage partout, montrent que nous ne devons pas attendre cette protection des autres. Nous sommes donc résolus à nous la donner nous-mêmes dans les sphères qui nous appartiennent depuis toujours, à commencer par celle de l'éducation. En agissant ainsi, nous n'avons pas du tout le sentiment d'être déloyaux à notre pays. Ce n'est pas être de moins bons Canadiens que d'être de meilleurs francophones.

Car, et c'est là pour vous et les divers groupes ethniques une autre raison de participer davantage à la vie culturelle du Québec, le français n'est pas seulement la langue de quelques millions de Canadiens. C'est une langue internationale d'un très grand prestige. Il a rang de langue officielle dans une trentaine de pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique groupant près de 200 000 000 d'habitants. Il est la langue principale du marché commun, de la Commission économique européenne, du Bénélux et d'un grand nombre de sociétés savantes à travers le monde. Aux Nations Unies, 35 délégations sur un peu plus

d'une centaine l'emploient régulièrement. Il est présentement la première langue de travail aux pourparlers de Paris sur le Vietnam.

De plus, c'est le français qui est principalement choisi comme langue seconde ou comme langue de culture dans la plupart des pays d'Europe, y compris la Grande-Bretagne, ainsi que dans plusieurs pays du Proche-Orient et de l'Amérique latine. Il gagne constamment du terrain aux États-Unis, où l'on éprouve depuis quelques années surtout la nécessité d'établir des communications plus directes avec les nations de culture française.

Le Canada a cette chance exceptionnelle d'avoir des fenêtres ouvertes à la fois sur le monde anglophone et sur le monde francophone. Pourquoi se diminuerait-il lui-même en obturant l'une de ces fenêtres ?

Donc, il doit continuer et il continuera sûrement d'y avoir un Canada français, ayant son principal foyer là où il est enraciné depuis plus de trois siècles et demi, c'est-à-dire au Québec. Le français sera toujours le moyen normal de participer à la vie québécoise, tout comme l'anglais restera le moyen normal de participer à la vie nord-américaine. Car on ne participe que dans la mesure où l'on peut communiquer.

Tout cela, je félicite et remercie la communauté juive de l'avoir si bien compris. Les progrès que nous faisons, de part et d'autre, pour nous mieux connaître et nous mieux comprendre, portent déjà leur récompense. Que de vieux préjugés sont maintenant dissipés à jamais ! Plus nous nous connaissons, plus deviennent évidentes les affinités qui nous unissent. Est-ce que nous ne partageons pas le même respect du passé, le même culte de l'humanisme, le même fonds spirituel ? Est-ce que nous ne vivons pas les mêmes problèmes ? Ce n'est pas vous qui reprocherez aux Canadiens français de rester fidèles à eux-mêmes ! Et nous aussi, nous savons ce que c'est que d'être une minorité.

Il vous arrive peut-être de vous inquiéter de l'avenir. Quand vous entendez parler, par exemple, de la dualité canadienne, des rapports parfois difficiles entre deux communautés, deux peuples, deux nations, vous vous demandez sans doute avec d'autres groupes ethniques si vous ne risquez pas de devenir, entre ces deux entités, des citoyens de seconde zone.

Je vous réponds là-dessus qu'il y a deux façons d'être placé entre deux entités différentes: on peut y être à la façon d'un mur qui sépare; mais on peut y être aussi à la façon d'un pont qui unit.

La cérémonie d'aujourd'hui montre que c'est bien la deuxième façon qui est la vôtre. J'ai lu sur le programme que votre Fraternité du Temple Emmanuel en est à son 42e Dîner de Solidarité. Vous avez donc commencé bien avant nous à faire de l'œcuménisme. La distinction que vous voulez bien m'attribuer aujourd'hui, monsieur le président, je l'accepte avec bonheur, comme un rappel de cet idéal de fraternité qui vous anime. Et dans le même esprit, j'ajoute, sûr de me faire ainsi l'écho de tous mes compatriotes, qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura jamais au Québec de citoyens de seconde zone.

Ce n'est pas au moment où il s'ouvre largement au monde que le Québec va se mettre à dresser des cloisonnements chez lui. Le Québec est à tous les Québécois. Et il appartient à tous les Québécois de vivre ensemble la grande aventure du Québec moderne.